

Solidarité

Volume 22, numéro 2

Octobre 2000

*Elles portent les liens
du changement !*



*Rapport du stage
de mai 2000
en Haïti*



Être femme en Haïti : un combat de plus à mener

En l'an 2000, malgré l'amélioration de la technologie et des communications, malgré l'aide internationale, Haïti reste un des pays les plus pauvres de la planète. La République se retrouve aujourd'hui presque sans ressources naturelles et il continue d'y sévir un chômage endémique. La majorité des habitants n'a toujours pas accès à l'eau potable, aux services de santé, aux installations sanitaires. Bref, la population d'Haïti, dont 50% est âgée de 15 ans et moins, continue de mener un combat quotidien pour sa survie.

Les femmes ont toujours occupé une large place dans tous les combats, que ce soit pour conquérir l'indépendance du pays ou la liberté de ses citoyens. Une autre lutte, qu'elles mènent seules (ou presque), avec ténacité et courage, est encore loin d'être gagnée : celle pour leur propre existence.

L'ampleur des tâches et le poids des responsabilités qu'assument les femmes n'aident pas à leur donner la place qui leur revient dans la société haïtienne. À ce propos, voici comment Dany Laferrière, écrivain d'origine haïtienne, trace le portrait des femmes de son pays natal : «*Les femmes veillent à l'éducation des enfants, à la santé des vieillards, aux trois repas quotidiens, à la maison, qu'il faut tenir propre quoi qu'il arrive, aux hommes qu'on doit sortir de prison, aux funérailles des fils, à entretenir le désir des maris comme un feu qui s'éteint dès qu'on ne l'évante pas, à trouver l'argent qu'il faut par tous les moyens à la disposition d'une femme, car, quand votre mari est en exil et que l'État vous a révoquée, il n'est pas facile de trouver quelqu'un pour prendre le risque de vous employer, et le désespoir qui s'installe au fond de votre cœur et qu'il faut chasser fermement pour ne pas donner aux enfants l'image d'une mère triste.*»¹

En Haïti, les femmes assument tout, supportent tout, même l'impossible, même l'inacceptable. Pourtant, en retour, elles n'ont aucun statut social, à moins d'avoir un homme dans leur vie. Le cas échéant, 90% d'entre elles subiront, à plus ou moins court terme, des actes de violence de la part de leur conjoint.

Les débuts d'un processus démocratique avec l'arrivée d'Aristide au pouvoir en 1990 ont nourri l'espoir dans le cœur des femmes. Leur espoir était, est de voir disparaître la discrimination à leur endroit et de voir reconnaître l'impunité des actes commis contre elles. Cependant, comme leur démarche se situe aussi sur le plan légal, il leur faudra attendre encore puisque le pays a passé près de deux ans sans chef de gouvernement et que le problème des élections perdure.

Malgré les difficultés rencontrées, les femmes se regroupent autour d'organisations telles SOFA, KAY FANM et FANM DÉSIDÉ. Elles poursuivent leur lutte en menant des actions sur plusieurs fronts, plus particulièrement sur celui de l'éducation et de la sensibilisation. Ainsi, en novembre 1997, pour contrer la violence, KAY FANM a organisé un tribunal international symbolique. Ce tribunal, composé de huit juges provenant de divers pays, a siégé pendant trois jours. Il a permis de briser enfin le silence sur la question de la violence faite aux femmes. Les recommandations formulées proposaient d'apporter des changements au système législatif et judiciaire. L'une de ces recommandations, par exemple, concernait l'impunité. Le mandat de ce tribunal fut complété par la remise de toutes les recommandations au Président de l'Assemblée nationale.

D'autres groupes d'aide et d'entraide dirigent leur action vers l'alphabétisation et la formation juridique. Il en va ainsi d'une organisation du Sud-est, FANM DÉSIDÉ, qui est née en 1989 et qui regroupe aujourd'hui environ 1 000 membres. Mentionnons que ce groupe a pu bénéficier récemment d'une formation portant sur la justice et la démocratie grâce à l'Institut culturel Karl Lévêque afin que ces femmes puissent connaître davantage leurs droits et avoir une meilleure compréhension du système judiciaire. Par ailleurs, l'indépendance économique des femmes constitue, comme on le sait, une clé importante de leur autonomie. Pour cette raison, FANM DÉSIDÉ a mis sur pied un projet de prêt financier afin d'aider ses membres à démarrer une petite entreprise, à la faire fonctionner et à en rester propriétaires.

Parce que «*le progrès des femmes, c'est le progrès pour tous*»,² les revendications exprimées par les femmes pour la Marche mondiale — dont la lutte à la pauvreté — concernent toute la population. Si elles étaient satisfaites, ces revendications amélioreraient non seulement les conditions de vie de tous les Haïtiennes et Haïtiens, mais contribueraient également à la mise en place des valeurs de respect, de justice et d'équité qui sont jugées essentielles à la survie de toute société.

¹ Dany Laferrière, *Le Cri des oiseaux fous*, Montréal, Lanctôt éditeur, 2000, p. 263.

² Nations unies, Conseil économique et social, *Intégration des droits fondamentaux des femmes et de l'approche sexospécifique. Violence contre les femmes*, 27 pages.

Les enfants éduquent leurs parents

Le Mouvement international d'apostolat des enfants (MIDADE) est présent dans le diocèse de Jacmel. Mené par de jeunes adultes (hommes et femmes), il est porteur d'espoir pour un changement des mentalités à moyen et à long termes. L'originalité de ce mouvement réside dans le fait qu'il fait appel aux enfants pour rejoindre les parents. Dans la réalité, MIDADE s'adresse aux enfants âgés de 6 à 18 ans. On leur apprend qu'ils possèdent des droits fondamentaux dont celui du respect à l'intégrité physique. Ainsi, ne serait-ce que par le compte rendu des rencontres hebdomadaires relaté par les enfants à la maison, les parents sont amenés à effectuer une remise en question de leurs comportements envers eux.



Haïti femmes en marche

Partout dans le monde, il y a 2 000 bonnes raisons de marcher. En Haïti, les femmes se mobilisent et emboîtent le pas.

Dix-neuf organisations participent actuellement à la Coalition nationale des femmes pour la Marche mondiale. Elles ont choisi de présenter leur pétition nationale sur un grand carton brun pour symboliser les femmes pauvres dormant sur ou habitant sous du carton. Les thèmes retenus sont : la maternité, l'éducation, la nourriture, le chômage, l'alphabétisation, l'eau, le logement, la migration, la violence et l'impunité. Ces organisations projettent aussi d'élaborer un cahier de revendications nationales. Avec détermination, des activités sont organisées le 17 de chaque mois jusqu'en septembre 2000. Au cours de ces rencontres, les femmes haïtiennes expriment ouvertement leurs lourdes responsabilités et le manque de moyens mis à leur disposition. Ces activités sont de précieuses occasions de faire connaître leurs difficultés.

Malgré les difficultés de communication en Haïti, les femmes s'organisent et font passer le message. On peut entendre à la radio des capsules publicitaires avec la chanson thème de la Marche mondiale, une invitation à signer la pétition et à participer à la marche. Presque partout sur notre passage, les gens rencontrés ont entendu parler du projet de la Marche des femmes et veulent y participer, d'une façon ou d'une autre. Des rencontres de sensibilisation sont prévues dans les différents départements pour créer une association faisant la promotion et la défense des droits des femmes de toutes les couches sociales. Ce sera aussi une occasion de recueillir des signatures en grand nombre.

Dans la nuit du 17 au 18 mai dernier, les femmes ont organisé une veillée patriotique au Champ de Mars, place des héros. Elles désiraient ainsi rappeler l'existence d'héroïnes nationales. Le 18 étant le jour du drapeau haïtien, on a choisi de rendre hommage à

Madame Catherine Flon qui a, selon les annales, cousu le premier drapeau de la République.

Le 29 septembre 2000 sera leur journée nationale de la Marche. Pour elles, cette date symbolise les trois années du coup d'État de septembre 1991 et les sanctions économiques prises par la communauté internationale qui s'en sont suivies. Durant cette période, les femmes ont subi toutes formes de violence et ont vu aussi se dégrader leur situation socio-économique.

En Haïti, où 67% des femmes sont analphabètes, où le viol n'est pas considéré comme un crime mais comme une dégradation de la réputation de la victime, on a 2 000 bonnes raisons de marcher avec l'espoir de construire un monde sans pauvreté et sans violence. Pour que ça change !



Nicole Bluteau, stagiaire et Marie-Franz Joachim, SOFA

La santé à Martissant

La Klinik SOFA, créée par l'organisme Solidarité fanm ayisyèn (SOFA), est une clinique de santé située dans le quartier populaire de Martissant. Elle est vouée à la défense et à la promotion des besoins et des droits des femmes haïtiennes.

Cette clinique, établie en plein cœur d'une banlieue défavorisée et très peuplée de Port-au-Prince, accueille chaque jour de 40 à 50 personnes, surtout des femmes. Betty Janvier, infirmière responsable, nous a chaleureusement fait visiter le petit bâtiment blanc où nous avons fait la connaissance de l'équipe des infirmières, des sages-femmes et de la gynécologue qui ont partagé avec nous leur quotidien. En plus de dispenser des soins de santé, les infirmières profitent du temps passé dans la salle d'attente pour faire de l'éducation de base : soins d'hygiène, alimentation des nourrissons et de la famille, vaccination, contraception, sida...

Nous avons rencontré à cette clinique des femmes engagées, sensibilisées

aux besoins de leurs semblables : leçons de santé bien sûr, mais aussi leçons d'éducation, de formation spécifiquement reliée à leurs choix, de défense de leurs droits, de respect de leur milieu de vie. Nous avons senti leur satisfaction à travailler dans un milieu populaire et leur volonté à modifier peu à peu certaines habitudes auprès des femmes et de la communauté.

Les thèmes traités sont communs à ceux qui touchent



À la Klinik SOFA

toutes les femmes du monde : famille, grossesse, sida, contraception, avortement, douleur, cancer du sein, ménopause, pauvreté, inquiétude, dépendance, violence, responsabilité, ... La tâche de ces infirmières ne se fait toutefois pas sans difficultés. En effet, elles font face à de nombreuses barrières : place de la femme dans la société haïtienne, manque de formation des matrones (femmes accoucheuses de mère en fille), croyances populaires relatives à la maladie, abus du pouvoir en place — Il y a un an, la clinique a été fouillée et saccagée par la police qui accusait l'organisation de détention d'armes et d'explosifs militaires — et insuffisance de matériel de soin.

Cette rencontre nous a ramenés au vrai sens de l'action communautaire : être près des gens et travailler avec eux, pour eux. Le travail qu'effectuent les membres de cette clinique est une goutte d'eau dans l'océan des besoins en santé des femmes haïtiennes. En espérant que le modèle se multipliera...

L'espoir : l'organisation des milieux populaires et l'implication des jeunes

Aujourd'hui, pour contrecarrer la précarité structurelle des organisations de base, plusieurs organismes mènent différents types d'action en vue d'une meilleure organisation des milieux populaires. Et ce qui est porteur d'espoir, c'est l'implication des jeunes. Un exemple intéressant : l'Action catholique ouvrière (ACO).

Bien que son nom soit synonyme de religion, la mission de l'ACO, qui existe depuis 1957, ne porte plus sur l'évangélisation et ce, même si ses actions sont faites au nom de cette doctrine. Sa structure est assez importante et assez bien installée pour que l'on puisse affirmer que le travail de l'organisation est vraiment efficace. Son but principal est l'activité démocratique pour le changement.

L'ACO regroupe des paysans et paysannes et des petits marchands et marchandes des milieux ruraux et informels dans six diocèses sur neuf. L'Église ne leur

offre souvent qu'un local de rencontre et c'est tant mieux car les jeunes dirigeants que nous avons rencontrés nous assurent qu'ils désirent garder leur indépendance. Selon eux, l'Église les tolère dans leurs locaux sans toutefois endosser leur mission étant donné qu'elle considère qu'ils ne font pas assez d'évangélisation. Pour les membres de l'ACO, il importe avant tout de mener des actions concrètes.

Leur engagement se concrétise de plusieurs façons : alphabétisation des masses populaires (les nouveaux lettrés deviennent ensuite les formateurs), participation aux manifestations pacifiques pour la démocratie avec d'autres organisations, implication au sein du nouveau collectif CEDAL (Collectif d'éducation pour un développement alternatif) et réponse à des besoins ponctuels par des projets communautaires.

L'ACO est en ce moment engagée dans la lutte inter-

nationale pour l'élimination de la dette des pays les plus pauvres du monde dans le cadre du Jubilé 2000. Étant reliée à un mouvement pastoral de l'Église catholique présent dans plusieurs pays, la branche locale de l'ACO bénéficie de nombreuses informations qu'elle s'empresse de traduire en créole en plus d'organiser des conférences et des débats visant différents secteurs.

Grâce à leur action, les membres-bénévoles de l'ACO appuient l'effort de leurs compatriotes à devenir des citoyens plus conscients de leurs droits et participent à maintenir leur histoire vivante en commémorant les événements importants, tant heureux que malheureux.

Croire en des gens comme eux, c'est aussi croire qu'il y a encore de l'espoir en Haïti et que les jeunes veulent y participer !

L'ÉCHO du commerce équitable résonne SEFADES en Haïti

Que peut-il y avoir de commun entre l'acronyme ÉCHO et le SEFADES ? Eh bien ! Si l'on parle d'un café né d'une union de fait entre Écologie, Coopératif, Haïtien, Organique et Équitable, on se réfère à l'ÉCHO du Service de formation et d'action pour le développement économique et social (SEFADES). Avec un programme de formation organisationnelle, structurelle et en gestion, le regroupement SEFADES soutient des paysans engagés dans une démarche d'exploitation équitable du café: ceux-ci forment une coopérative et peuvent dès lors s'inscrire au commerce équitable du café.

Quelques fois, dans le tracé d'un destin qui paraît incontournable, un groupe se réunit et se permet de créer un chemin plus court entre le petit producteur et le consommateur. On assiste alors aux premiers pas du développement démocratique d'un peuple en voie d'équité ou, en d'autres termes, à un effort de mobilité sociale d'une population en quête d'une plus grande justice socio-économique. Équitable, l'axe Nord-Sud ? Il faut pour cela le soutien au producteur agricole, la création d'une coopérative et l'organisation d'un commerce équitable. Le SEFADES est ce rouage formatif organisationnel et structurel pour les Haïtiens producteurs de café.

Pourquoi le commerce «équitable» ? Rappelons, tout d'abord, que le commerce mondial crée un gouffre entre les pays riches et les pays en voie de développement, la globalisation des marchés centralisant les richesses au profit de grandes multinationales. Dans les pays pauvres, ces dernières profitent d'un coût de main-d'œuvre très

bas et offrent des conditions de travail et une rétribution dérisoires ne permettant pas aux paysans de payer les coûts de production agricole et encore moins de faire vivre décemment leur famille. Le commerce équitable, quant à lui, donne la possibilité aux producteurs de recevoir un prix plus juste pour leur travail et de prendre en charge leur développement. Le SEFADES inscrit les producteurs dans une entreprise qui reconnaît à chaque associé des droits égaux. La gestion et les profits sont répartis entre eux. En outre, un programme de formation encourage une agriculture qui développe des pratiques agricoles écologiques et organiques.

Le commerce équitable permet d'endiguer l'exploitation et la domination des pays riches envers les pays

en voie de développement tout en soutenant la prise en charge des travailleurs pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Notre sensibilisation à l'égard du marché équitable favorise une autre répartition des richesses. En encourageant et en achetant «équitable», on participe directement à la mise en œuvre d'un monde plus juste.

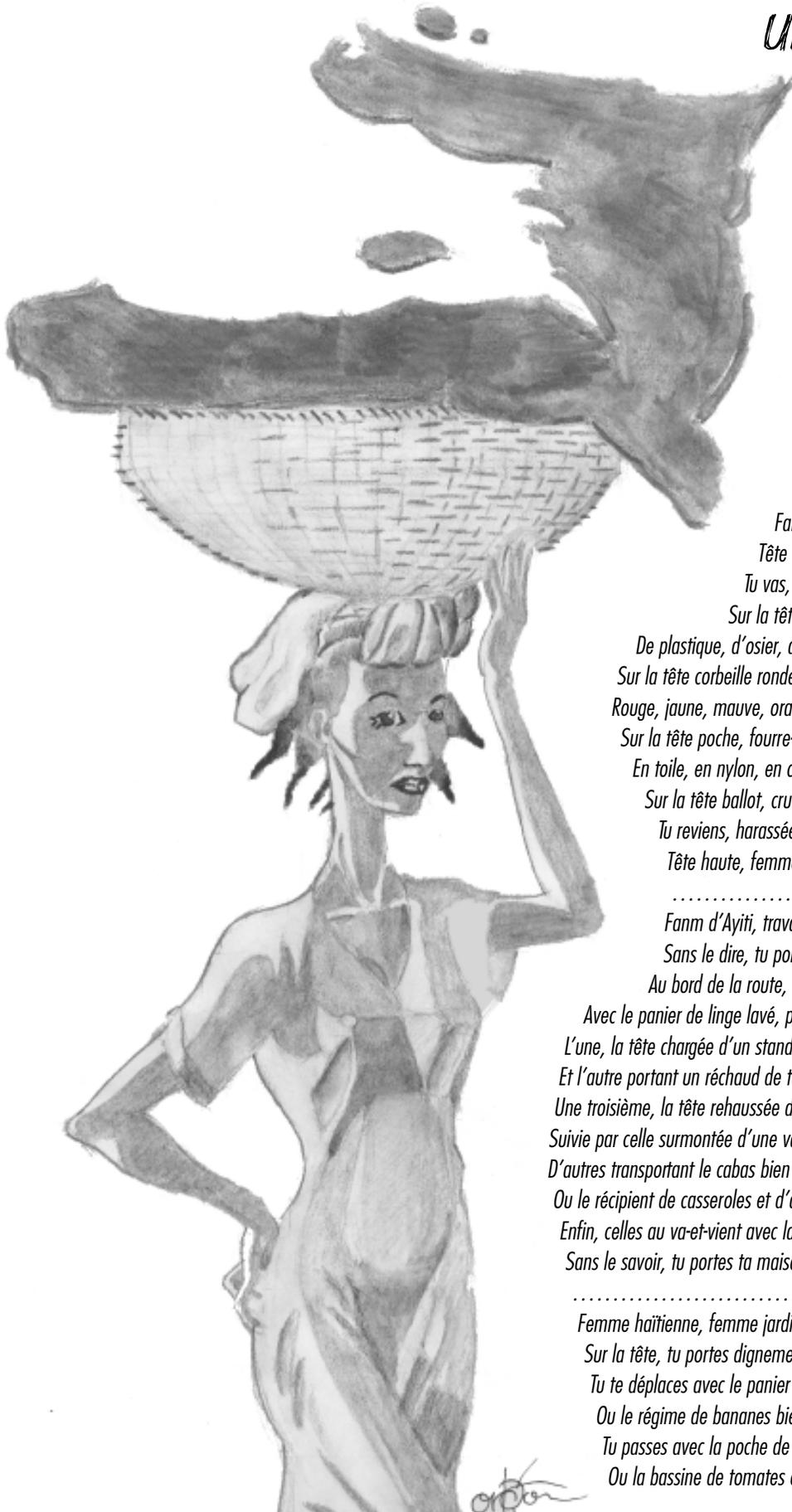
Comment raisonne l'ÉCHO du SEFADES ?

En créant un système coopératif, en régularisant les revenus et en éduquant au respect de l'environnement, le SEFADES estime qu'il contribuera ainsi à l'amélioration des conditions de vie des paysans.

En dépit de la contrainte de l'analphabétisme, le SEFADES éduque en favorisant le compostage et la culture des plantules. Ainsi, le regroupement maximise les espaces cultivables pour une meilleure prise en charge sociale et économique des paysannes et des paysans. Cette année, le nombre de plantules mises en terre est passé de 75 000 à 200 000. Enfin, ce café se conjugue avec un produit organique sans engrais et de très bonne qualité. Depuis trois ans, la coopérative a exporté environ 80 000 livres de café non torréfié.

La production nationale de café ne permet pas une exportation à grande échelle en raison notamment de la réalité haïtienne relative au transport des produits agricoles. Les distances sont longues et les paysans, il s'agit le plus souvent des femmes, se voient fréquemment dans l'obligation de transporter les sacs de café sur leur tête.





Un pays sur la tête...

Fanm d'Ayiti, femme secrète
 Quel est ce fardeau que tu portes ?
 Sur la tête, qu'apportes-tu si fièrement ?
 Toi, élégante et mince, jeune ou âgée,
 De blanc, de bleu, de rose, de jaune toute vêtue,
 Toi, petite ou grande, belle et bien mise
 Femme d'Haïti, femme discrète,
 Sur la route, qu'est-ce que tu transportes ?
 Jusqu'où te faut-il aller si fidèlement ?
 Marchant lentement, à pas réguliers,
 Malgré la distance, où vas-tu ?
 Femme de labeur, femme dévouée.

.....
 Fanm d'Ayiti, femme courageuse
 Tête haute, tête en couleur
 Tu vas, parfois longtemps, de bon matin.

Sur la tête panier rond, panier grillagé, panier tressé

De plastique, d'osier, de tôle, de métal
 Sur la tête corbeille ronde, corbeille carrée
 Rouge, jaune, mauve, orange, bleue
 Sur la tête poche, fourre-tout, boîte, plateau
 En toile, en nylon, en carton, en aluminium
 Sur la tête ballot, cruche, sac, fagot, bassin.
 Tu reviens, harassée, après de longues heures
 Tête haute, femme d'honneur.

.....
 Fanm d'Ayiti, travailleuse sans répit,
 Sans le dire, tu portes ta maison «en petit».

Au bord de la route, allant en file,
 Avec le panier de linge lavé, plié, en pile
 L'une, la tête chargée d'un stand de bois
 Et l'autre portant un réchaud de tôle
 Une troisième, la tête rehaussée d'un banc de pieds
 Suivie par celle surmontée d'une valise grise rayée
 D'autres transportant le cabas bien rempli
 Ou le récipient de casseroles et d'aliments très gami
 Enfin, celles au va-et-vient avec la poche ronde de charbon de bois
 Sans le savoir, tu portes ta maison avec émoi.

.....
 Femme haïtienne, femme jardinière,
 Sur la tête, tu portes dignement ton «jardinet».
 Tu te déplaces avec le panier de verdure
 Ou le régime de bananes bien fourni.
 Tu passes avec la poche de café ou de maïs
 Ou la bassine de tomates ou de citrons.

Tu nous croises avec le baquet plein de légumes
 Ou le traditionnel fagot de cannes à sucre.
 Tu avances avec la chaudière de mangues
 Ou la corbeille de métal remplie d'oignons.
 Souventes fois, tu portes le lourd seau d'eau.
 Fanm ayisyèn prend grand soin de sa famille.

.....
 Femme haïtienne, femme d'économie
 Au marché, tu vas, jour après jour.
 Tête alourdie d'une chaudière de cerises de café
 Ou d'une boîte de carton pleine de conserves d'aliments
 Tête chargée d'un plateau d'ignames
 Ou d'un bassin d'aluminium de vêtements emballés
 Tête surmontée de casseroles ou de paniers empilés
 Ou d'un ballot de branches ou de ficelles en paquet
 Tu bouges avec une poche de feuilles bien posée
 Ou encore, bien attachés, avec des balais de brindilles.
 Riche de paniers remplis, mais surtout éprise de loyauté
 Fanm ayisyèn prend grand soin de son pays.

.....
 Femme haïtienne, femme réservée
 Que caches-tu, bien enveloppé, sur la tête ?
 Je t'ai vue avec un plateau de sachets de papier brun
 Ou avec un fourre-tout gonflé, ne laissant rien voir
 Je t'ai aperçue avec un baluchon en tissu gris, cachant tout
 Ou avec un bol à vaisselle en granit blanc d'où rien ne débordait
 Je t'ai observée chargée d'un sac de week-end en toile noire
 Ou d'une corbeille d'aluminium recouverte d'un linge
 J'ai tenté de deviner le contenu d'un certain pot métallique
 Et du récipient de cinq gallons de plastique blanc
 J'ai remarqué tant de poches bien rondes...
 Femme valeureuse, femme aux trésors cachés.

.....
 Fanm ayisyèn, femme fière
 Porteuse de vie et d'humanité
 Fanm ayisyèn, femme responsable
 Porteuse de savoir et de culture
 Fanm ayisyèn, femme fragile
 Porteuse de secrets et de silence
 Fanm ayisyèn, femme décidée
 Porteuse de désirs et de rêves
 Fanm ayisyèn, femme engagée
 Porteuse d'espoir et d'ambition
 Fanm ayisyèn, femme merveilleuse
 Porteuse de foi et d'amour.



Tableau syndical du milieu enseignant

En Haïti, le nombre exact d'enseignants est inconnu : les estimations varient entre 15 000 et 25 000. La plupart d'entre eux ne sont pas suffisamment qualifiés et ne reçoivent pas de formation continue ni de perfectionnement. Depuis 13 ans, le système scolaire haïtien, déjà désuet, ne cesse de périlcliter : pas de matériel, parfois 60 à 70 élèves par classe, des écoles vétustes... L'État, en charge des institutions scolaires publiques (qui ne représentent, en fait, que 12% du système éducatif) ne répond pas véritablement à ses obligations. Le plan national d'éducation n'est guère appliqué, d'où les faibles résultats aux examens officiels. En somme, l'éducation est largement privatisée et peu réglementée. On constate donc la piètre qualité du système scolaire haïtien, mais qu'en est-il du milieu syndical enseignant?

«Solidarité autour de la craie»

Tel est le slogan de l'Union nationale des Normaliens d'Haïti (UNNOH). Fondé en 1991, ce syndicat national (reconnu par l'État) milite pour une école de qualité et l'amélioration des conditions de travail des enseignants des secteurs public et privé, de tous les niveaux et de toutes les formations (même si son nom fait référence aux Normaliens, c'est-à-dire aux enseignants formés à l'École Normale Supérieure). Il semble qu'il y aurait 12 000 membres actifs. Sa seule source de revenu est la cotisation à la base (250 gourdes par année), mais le syndicat éprouve beaucoup de difficultés à la percevoir. Malgré tout, les responsables offrent des services de formation en pédagogie, de la formation syndicale et coopérative, de l'assistance juridique et légale et un service de réclamation.

Un exemple de solidarité internationale

La Confédération nationale des éducateurs d'Haïti (CNEH) travaille en collaboration avec la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) depuis de nombreuses années. Cette organisation syndicale haïtienne existe depuis 1986 et regroupe des éducateurs de tous les milieux, de tous les niveaux d'enseignement et de toutes les régions du pays. Elle compte plus de 11 000 membres, dont 60% sont des femmes. Leur cotisation annuelle est fixée à 300 gourdes. À la CNEH, on offre des services de formation, de défense juridique et de réclamation. Faute de moyens, la permanence syndicale ne peut toutefois être assurée.

Une lutte à poursuivre

Ces deux organisations syndicales ainsi que d'autres militants du milieu de l'éducation ont mené conjointement, mais non sans heurt, plusieurs luttes importantes pour la revendication de leurs droits. En dépit de nombreux acquis sur papier (dont des augmentations salariales, un plan d'assurance santé et vie et un fonds de pension), leur difficulté majeure est d'amener le gouvernement à respecter les Accords signés il y a maintenant trois ans. Les dernières grèves ont ainsi porté sur la demande d'application de ces ententes. Mais l'État se joue d'eux en initiant des affrontements intersyndicaux et en allant même jusqu'à créer son propre syndicat!



Des traces de solidarité syndicale

La loi haïtienne reconnaît la syndicalisation et Haïti est signataire des protocoles du Bureau international du travail (BIT).



Jean Mabou

Lors de notre séjour à Port-au-Prince, nous avons rencontré plusieurs syndicats. Leurs représentants ont bien voulu partager avec nous leur expérience. Ils ont fait valoir, entre autres choses, le courage que ça prend pour garder la tête haute dans un pays en mal de démocratie. Nous avons ainsi eu la chance de faire la connaissance de M. Jean Mabou, Secrétaire Général de SOETEL — le syndicat de la Teleco — et aussi Secrétaire Général de COSYNHA (Collectif syndical d'Haïti). L'objectif de ce collectif est de regrouper différents syndicats, plus particulièrement ceux des entreprises publiques ciblées par la privatisation. Actuellement, le problème commun le plus important est de faire face à la non-reconnaissance du rôle devant être joué par les syndicats dans un processus démocratique. Ceux-ci exposent un besoin criant d'aide pour mettre en place des structures syndicales fonctionnelles et économiquement libres.

Le militantisme est encore difficile et même dangereux. Le confrère Mabou a dû quitter le pays quelques semaines après avoir été victime d'une tentative d'intimidation sur les lieux de son travail. Par solidarité, nous avons accepté de rencontrer l'exécutif de SOETEL dans le local de l'organisation à la Teleco. Notre présence est bienvenue. À notre arrivée, la nervosité est palpable et nous devons nous plier aux consignes de sécurité. L'équipe nous assure que la direction est au courant de notre appui. Comment effectuer un travail syndical efficace quand les difficultés du quotidien sont l'intimidation armée, l'infiltration des réunions avec prise en note des noms de ceux qui osent parler au micro et les menaces de mort ? Les travailleurs, surtout les travailleuses, ont de plus en plus peur. Des individus appelés «chimères» sont embauchés pour faire de l'intimidation et proférer des menaces pouvant être concrétisées. Le seul moyen de défense qu'ils ont pour le moment est de dévoiler lors des réunions syndicales, les machinations de l'employeur.

Outre cet acte de présence, la seule aide que nous pouvons leur apporter est de dénoncer publiquement, auprès de toutes les instances concernées, la violation des droits fondamentaux de ces femmes et de ces hommes qui veulent travailler dans un environnement sain et sécuritaire... et en toute démocratie.

La condition ouvrière... et des ouvrières

Grâce à Alice Pérard d'Antèn ouvriye, il nous fut possible de mieux connaître les conditions de vie des travailleurs et plus particulièrement celles des travailleuses. Au service des ouvriers depuis 1986, cet organisme a pour mission de conduire toute activité pouvant permettre à ceux-ci de se doter des meilleurs outils pour mener à bien leur lutte pour le changement.

Pour les membres de cette organisation, l'activité la plus urgente et importante à l'heure actuelle est leur implication dans la refonte du Code du travail, désuet et en chantier depuis... 1986. Les dernières nouvelles confirmaient que le patronat avait proposé l'abolition du seuil du salaire minimum ou, du moins, le statu quo. Pour mieux comprendre le caractère absurde de cette proposition, prenons un exemple de l'évolution du pouvoir d'achat à partir d'un indice du coût de la vie haïtienne : le prix d'un sac de charbon, nécessaire à la cuisson des aliments.

En mai 2000, le dollar canadien valait environ 12 gourdes.

Prix du sac de charbon

1994	48,7 gourdes (gds)
1996	98,6 gds
1998	110,6 gds
2000	125,0 gds

Salaires nominal

1972	5,0 gds
1975	6,1 gds
1976	6,5 gds
1978	8,0 gds
1980	11,0 gds
1981	13,2 gds
1985	15,0 gds
1995	36,0 gds
2000	36,0 gds

En 2000, la valeur réelle du salaire minimum (36 gds) équivaldrait à 2,238 gds de celui de 1972. Donc, la population se trouve aujourd'hui plus pauvre que celle de 1972 avec ses 5 gds.

Après avoir été très combatif suite à la chute de Duva-



lier en 1986, le mouvement syndical a été fortement fragilisé par le putsch militaire de 1991. Pourtant, il survit et peut compter parmi ses rangs de nombreuses femmes et ce, même si on ne retrouve très souvent que des hommes à la tête des syndicats. Notons ici que la répression directe (menaces, renvoi et même intimidation physique) est monnaie courante auprès des dirigeants syndicaux. Le domaine de la sous-traitance reste majoritairement occupé par des femmes (plus de 70%) parce qu'elles sont moins contestataires, nous dit-on. C'est un secteur qui a aussi connu un déclin après 1991, passant de 80 000 à 8 000 ouvriers. À l'heure actuelle, on estime à près de 25 000 le nombre de travailleurs dans les secteurs manufacturiers du textile et de l'électronique.

En plus de la sous-traitance, les femmes occupent deux autres secteurs traditionnels d'emploi, reliés surtout au milieu du service (milieu, par ailleurs, très peu organisé). On les retrouve ainsi dans la domesticité, tradition héritée du colonialisme et encore très pré-

sente en raison de la structure sociale. Elles sont aussi nombreuses dans le milieu paysan à travailler aux champs et davantage encore à commercialiser les produits agricoles. Ce sont là des métiers de survie. Les entreprises d'État embauchent le plus souvent des hommes, qui voient désormais leurs emplois menacés par le processus de privatisation qui s'étend de plus en plus.

En Haïti, il existe un taux de chômage de plus de 55% et des conditions de travail particulières découlant notamment du contexte de mondialisation où une entreprise est susceptible de déménager dans un pays plus «profitable». On comprend alors que les grandes entreprises ont le beau jeu. Elles en profitent pour abuser et exploiter les travailleurs. Elles leur nient non seulement des droits fondamentaux tel qu'un salaire décent, mais menacent même leur intégrité physique en ne leur offrant pas ne serait-ce, par exemple, qu'une cafétéria ou pire, des toilettes hygiéniques. Des indispensables que nous prenons pour acquis depuis belle lurette...

VIV
LIT
OUVRIÈRE!

Le vaudou, identité d'un peuple¹

On serait porté à croire que le vaudou pratiqué en Haïti est une importation d'Afrique. En fait, il s'agit d'une création du «nouveau» peuple haïtien pour répondre à ses besoins spécifiques.

Historique

Suite à la découverte de l'île d'Hispaniola par Christophe Colomb en 1492, les Européens sont venus s'y installer en rois et maîtres au nom du christianisme et de la civilisation. Il n'aura fallu que 20 ans pour que cette intrusion étrangère décime les populations locales. C'est que, entre autres choses, les premiers habitants de l'île n'avaient pas la résistance voulue pour abattre la tâche colossale qu'exigeait le travail dans les plantations. Après l'extinction de ces hommes et de ces femmes, les grands propriétaires fonciers en sont venus à organiser l'importation de main-d'œuvre en provenance de l'Afrique. Ainsi a débuté vers 1550 la traite des esclaves africains pour Haïti.

Ces Africains, qui seront ultérieurement vendus comme un bien meuble, sont transportés par bateau depuis leur terre natale jusqu'en Haïti et ce, dans les pires conditions. Les survivants de ce long et pénible périple en mer seront par la suite séparés les uns des autres, envoyés dans des coins différents de l'île pour

devenir les esclaves des propriétaires terriens. Ils devront alors travailler 18-20 heures par jour dans les plantations. Soumis à cette redoutable exploitation au profit du colon, leur espérance de vie ne dépassait pas 35 ans. Cette oppression en amènera plus d'un à vouloir fuir. Pris en chasse, les fugitifs rattrapés sont remis à leur propriétaire et il y a de lourdes conséquences à leur tentative de désertion. À la première tentative, on coupe une oreille au «repris» et on lui étampe au fer chaud les initiales du propriétaire sur l'épaule. À la deuxième tentative, il perd l'autre oreille et une jambe. Si le malheureux tente une troisième fois d'échapper à son maître et qu'il n'y parvient pas, il est exécuté.

Signalons, par ailleurs, que l'Église catholique romaine cautionnait la pratique esclavagiste et possédait ses propres esclaves. De plus, l'article deux du Code noir stipulait *que tous les esclaves seront baptisés catholique et qu'il leur sera défendu de pratiquer tout autre culte.*

Marronnage

En réaction à ce régime oppressif, plusieurs esclaves ont manifesté une résistance individuelle telle que le suicide, l'avortement et l'infanticide. Des formes de résistance collective ont aussi vu le jour. Parmi celles-ci, on retrouve le marronnage qui fut d'ailleurs la forme

de résistance la mieux organisée. Le marronnage, c'est la réorganisation d'une structure sociale formée des esclaves qui se sont enfuis des plantations vers les «mornes» (montagnes). C'est là, dans les montagnes, que les esclaves en fuite ont recréé une forme de société alternative au modèle colonialiste dominant.

Ces déserteurs parviendront à cette restructuration sociale en :

- cultivant des *vivs* tels que le manioc, la patate, l'igname, la banane, etc.;
- organisant une armée pour défendre les fugitifs contre les maîtres qui cherchaient à reprendre leurs esclaves et aussi pour passer à l'offensive. En effet, celle-ci permettrait de descendre vers les plantations pour y faire des provisions alimentaires et pour y incendier les fermes. Cette force, de mieux en mieux structurée, se nommera «la bande des marrons» et deviendra l'armée révolutionnaire qui mènera ces hommes et ces femmes vers l'Indépendance.

Deux créations fondamentales issues du marronnage

- Le créole. Ces esclaves, venus de divers pays et ethnies d'Afrique, ne pouvaient communiquer entre eux, d'où le besoin d'un langage commun et l'apparition



La maron, tableau sur l'esclavage

- de cette langue nouvelle créée par eux, pour eux;
- Le vaudou. Un monde imaginaire alternatif qui sera leur façon de célébrer leur situation avec une dimension prophétique. Il s'agit d'un culte reconstruit à partir de leur vécu sur leur terre d'adoption et de leurs croyances issues de leurs différentes ethnies grâce auquel ils arriveront à dire «non» au système esclavagiste colonial et «oui» à la liberté. En effet, les cérémonies vaudoues seront des occasions de rencontre pour échanger et pour planifier, organiser, préparer les manifestations et les révoltes pour la liberté.

Cérémonie du Bois Caïman

C'est en 1791 lors d'une cérémonie au Bois Caïman, où tous les chefs marrons du Nord étaient réunis, que les esclaves feront le serment de «vivre libre ou mourir». À cette occasion, un porc fut tué et tous burent de son sang dans un rite de communion et une symbolique du partage d'un même idéal. Une prophétie fut alors prononcée : «Le Dieu des Blancs veut l'exploitation, la misère, l'injustice. Le Dieu des Noirs veut vengeance et justice». Ce Dieu accompagnera les esclaves dans leur lutte pour la libération. Suite à cette cérémonie, il y aura un soulèvement général dans une partie du Nord. Le mot d'ordre sera «*koupé tèt, boulé kay*». Ce mouvement de révolte se propagera rapidement dans toute la zone septentrionale de la partie Est de l'île. Deux ans plus tard, tout le futur pays y participera. Il aura fallu de longues et nombreuses années de bataille pour qu'en 1804, l'Indépendance d'Haïti soit décrétée.

Vaudou et société

Avec la naissance de ce «nouveau» vaudou, c'est toute une autre culture, alternative et profondément authentique, qui allait voir le jour. Le vaudou est, tout d'abord, une religion: ses adeptes célèbrent des cérémonies, des rituels et respectent une forme de pouvoir hiérarchique. C'est ensuite une structure économique et politique. Le vaudou a aussi une mission médicale par l'entremise des guérisseurs dont les *doktè fèy* (herboristes) et les *doktè zo* (spécialistes des os). En outre, de nombreux arts tels la musique, le chant et la peinture sont rattachés au culte vaudou.

Il ne faut surtout pas oublier le rôle judiciaire du vaudou, responsable de faire justice à ses adeptes. Pre-

nons l'exemple de la zombification, procédé qui consiste à donner une mort apparente à un individu abuseur et ce, à partir d'une drogue qu'on lui fait boire à son insu. Ce poison réduit l'activité de ses fonctions vitales jusqu'à la catalepsie. Puis, ce même individu reçoit un contre-poison qui le ramène à la vie, mais il est désormais incapable du moindre jugement. Il devient donc à la merci et au service de sa victime.

D'hier à aujourd'hui

Malgré de nombreuses similitudes, le vaudou d'aujourd'hui, par rapport à celui d'hier, a quand même connu de grands changements. De tout temps, les vaudouisants ont été persécutés et abusés. Déjà, au lendemain de l'Indépendance, les généraux Christophe, Pétion et Toussaint vont, d'une part, prendre des mesures contre le vaudou et, d'autre part, y avoir recours pour manipuler la population par la peur. Par la suite, les dirigeants politiques ont toujours eu une double attitude face au vaudou. Ainsi, ils peuvent se dire contre le vaudou, mais entretenir «en dessous de la table» un contact étroit avec lui pour s'assurer un pouvoir personnel. On peut donc parler d'une dénaturation du vaudou par les dirigeants. L'exemple le plus probant reste Duvalier qui, connaissant la crainte des Haïtiens pour la zombification et autres rituels vaudous, a fait appel à cette peur psychologique pour contraindre la population à vivre une nouvelle fois dans un contexte de misère, d'exploitation, de répression.

Le culte vaudou sera constamment persécuté par l'élite locale. La culture occidentale et européenne ainsi que l'enseignement dans les écoles du pays tenteront également de l'éloigner. Bien que depuis quelques années, plus précisément depuis 1986, le vaudou semble prendre une place officielle notamment avec l'organisation de cérémonies vaudoues publiques, l'affirmation de personnalités locales comme vaudouisantes et l'introduction de cours se référant au vaudou dans le cursus universitaire, ce culte a encore tendance à être vécu dans la clandestinité. Les vaudouisants sont toujours considérés comme des personnes de second rang. Bien que de 80 à 90% de la population soit adepte du vaudou, la grande majorité pratiquera ce culte de façon clandestine et observera au grand jour, pour son crédit social, les pratiques d'une autre religion. Les protestants, les Américains entre autres, vont continuer malgré tout à combattre ce culte. Puisque le vaudou renvoie à la fois à la culture haïtienne et à l'identité du peuple et qu'il conserve ce germe initial de résistance, celui-ci représente une menace pour ceux qui cherchent à garder ce peuple sous leur contrôle.

«Peuple haïtien, ne vous exprimez pas !» Voilà le message qu'on entend à travers toutes ces tentatives pour anéantir le culte vaudou haïtien.

¹ Selon l'exposé de Jean-Yves Blot, Directeur Général du Bureau national d'Ethnologie.

Poupée vaudoue

Le *houngan* (prêtre vaudou) utilise la poupée vaudoue pour rendre justice. Un individu lésé ou abusé se rend chez ce prêtre qui agira comme intermédiaire pour que justice ou vengeance soit faite. Le *houngan* présente une poupée — symbole de l'individu à éliminer — et une aiguille au plaignant qui doit enfoncer cette dernière dans la poupée pour tuer symboliquement le coupable. Le «demandeur» doit assumer l'entière responsabilité du sort jeté à l'«accusé». Par la suite, le *houngan* se chargera d'éliminer réellement l'individu «piqué» et ce, par divers moyens, y compris le poison.

Le *houngan* peut également vérifier la détermination du plaignant à éliminer son oppresseur en utilisant soit un miroir, soit un récipient d'eau que celui-ci doit fixer jusqu'à ce que l'image de l'individu abuseur y apparaisse. À ce moment-là, il enfonce l'aiguille et par ce fait, vient de signer l'arrêt de mort du coupable.

Notre partenaire en Haïti : l'ICKL

L'Institut culturel Karl Lévêque (ICKL) fut fondé en juillet 1989 grâce à la volonté obstinée de compagnons de militance, parents et amis du regretté prêtre et philosophe Karl Lévêque. Ceux-ci souhaitaient voir sa pensée et son engagement social se perpétuer tant au Québec qu'en Haïti et ainsi poursuivre sa lutte pour l'instauration de la démocratie en terre haïtienne.

Depuis sa création, l'organisation se veut avant tout un centre de réflexion, d'analyse sociale et d'éducation populaire. La contribution de l'Institut à l'essor des luttes populaires pour l'émergence de la démocratie se fait par l'élaboration d'objectifs et de stratégies visant le renforcement du mouvement populaire.

Après plus de 11 ans d'existence, les trois principales orientations de l'ICKL se présentent aujourd'hui ainsi :

1. Lieu d'échange : conférences et débats avec les cadres des organisations du mouvement populaire et les universitaires et séminaires portant sur des thèmes relatifs à l'éducation populaire;
2. Appui à la base : renforcement structurel des organisations du mouvement populaire par un accompagnement sur le terrain;

3. Programme de droits humains : formation destinée aux organisations du mouvement populaire cherchant à parfaire leurs connaissances en matière des droits de la personne.

L'ICKL constitue ainsi un outil important dans la lutte pour la justice, le respect des droits humains et l'instauration de la démocratie et du développement social en Haïti. Après des décennies de dictature, la démocratie doit prendre racine «à la base» par sa mise

en pratique à l'intérieur même des différentes organisations du mouvement populaire, qu'elles soient paysannes, syndicales, féminines ou autres. Pour cette raison, l'Institut encourage la participation de tous aux changements qui s'imposent et favorise tout particulièrement la présence des femmes dans ce processus de transformation sociale.

Pour notre part, nous avons tous été touchés par l'accueil chaleureux et le dynamisme des membres de l'équipe de l'ICKL. Malgré les fréquentes menaces auxquelles ils doivent faire face, nous avons constaté le travail immense qu'ils accomplissent avec de nombreuses organisations du mouvement populaire du pays.

¹ Cette présentation de Karl Lévêque ne propose, bien sûr, qu'un bref aperçu des événements marquants de sa vie, retracés dans le numéro 1 du Cahier Karl Lévêque intitulé *L'Analyse politique : Idéologie et mentalité sociale*, Port-au-Prince, ICKL, 1993, 95 pages.

Qui était Karl Lévêque ?

Né au Cap-Haïtien le 10 janvier 1936, c'est dès son plus jeune âge qu'il s'engage dans un mouvement d'action étudiantin, la Jeunesse étudiante catholique (JEC), alors qu'il fait ses études secondaires et collégiales à l'école Saint-Louis de Gonzague à Port-au-Prince. En 1956, il poursuit sa scolarité au grand séminaire Notre-Dame.

À partir de 1960, Karl Lévêque entreprend, à l'extérieur du pays une formation jésuite ; d'abord au Québec, chez les Jésuites de St-Jérôme puis à Montréal, à la Faculté de l'Immaculée Conception des pères jésuites. C'est en 1975 qu'il prononce définitivement ses vœux comme membre de la Compagnie de Jésus.

Parallèlement, le contexte répressif qui règne en Haïti au début des années 60 et plus particulièrement après l'expulsion des communautés jésuites en 1963 influence profondément ses motivations, tant au niveau de ses études qu'à celui de ses actions socio-politiques visant le renversement de la dictature.

De 1970 à 1986, il tente de trouver une articulation entre la réflexion philosophique et l'action par une implication au sein, par exemple, de plusieurs organismes de lutte pour un changement démocratique et social. C'est aussi à cette époque qu'il collabore avec des groupes québécois de solidarité internationale dont le Centre international de solidarité ouvrière (CISO).

Vers le milieu des années 80, il devient un des principaux artisans du Comité d'initiative, d'urgence et de solidarité (CIUS) qui sera un élément de rassemblement entre la diaspora haïtienne et les militants des Ti-kominoté légliz et des organisations du mouvement populaire de l'intérieur qui auront finalement raison de la dictature duvalériste. Au lendemain du «déchouage» de Jean-Claude Duvalier le 7 février 1986, il décide de rentrer au pays. Après une tournée de deux semaines en terre natale, il revient à Montréal afin de terminer les derniers préparatifs pour son retour définitif en Haïti et afin de subir une intervention chirurgicale mineure.

Peu de temps avant la date fixée pour son départ, Karl Lévêque trouve la mort sur une table d'opération d'un hôpital de Montréal le 18 mars 1986, laissant dans le deuil un nombre incalculable de gens.¹



De gauche à droite, à l'avant : Gill Richard, Denise Gaudet, Nathalie Goyer. Derrière : Sylvie Quenneville, Lucienne Simard, Marie-Josée Fontaine, Nicole Bluteau, Micheline Jalbert et Hélène Tanguay.



Solidarité est une publication du
Centre international de solidarité ouvrière (CISO)
9405, rue Sherbrooke Est, Montréal QC H2L 3P6
Tél. : (514) 356-8888 • Téléc. : (514) 356-0475

Courriel : ciso@cam-org

Coordination : Micheline Jalbert • Photos et textes : Les stagiaires • Révision des textes : les stagiaires et Catherine Marcoux • Infographisme : Louise Gravel • Impression : Imprimerie Maurice Seguin inc.

Ce stage a été rendu possible grâce à une contribution financière de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).